

No. 50246*

**Argentina
and
France**

Convention on social security between the Government of the Argentine Republic and the Government of the French Republic. Buenos Aires, 22 September 2008

Entry into force: *1 November 2012, in accordance with article 44*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Argentina, 19 November 2012*

*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.

**Argentine
et
France**

Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République argentine et le Gouvernement de la République française. Buenos Aires, 22 septembre 2008

Entrée en vigueur : *1er novembre 2012, conformément à l'article 44*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Argentine, 19 novembre 2012*

* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION DE SECURITE SOCIALE
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ARGENTINE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Gouvernement de la République argentine, d'une part,

Et

Le Gouvernement de la République française, d'autre part,

ci-après dénommés les Parties contractantes,

Animés par le désir de garantir les droits de leurs ressortissants, de réglementer leurs relations dans le domaine de la sécurité sociale,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I
DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}
Définitions

1. Les expressions et termes mentionnés ci-après ont, aux fins d'application de la présente Convention, la signification suivante:

- a) «Parties contractantes», la République argentine et la République française.
- b) «Territoire»,
 - en ce qui concerne l'Argentine, le territoire de la République argentine, y compris la mer territoriale et, au-delà, les espaces sur lesquels, en vertu du droit international, la République argentine exerce des droits souverains ou une juridiction;
 - en ce qui concerne la France, le territoire des départements métropolitains et d'outre-mer de la République française, ainsi que la mer territoriale et, au-delà, les espaces sur lesquels, en vertu du droit international, la République française exerce des droits souverains ou une juridiction.
- c) «Ressortissant»,
 - en ce qui concerne l'Argentine: une personne de nationalité argentine;
 - en ce qui concerne la France: une personne de nationalité française.

- d) «Législation», l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires afférentes aux systèmes de sécurité sociale mentionnés à l'article 2 de la présente Convention.
- e) «Autorité compétente»,
- en ce qui concerne l'Argentine: le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, ou l'institution dotée des mêmes compétences à l'avenir, sauf pour les matières mentionnées à l'article 2 paragraphe 1 B) d) de la présente Convention relatives au régime des soins de santé des travailleurs couverts par le système national des œuvres sociales, y compris l'Institut national des services sociaux pour les retraités et les pensionnés (INSSJP) et les autres agents de l'assurance santé, pour qui l'autorité compétente est le ministère de la santé ou l'institution dotée des mêmes compétences à l'avenir;
 - en ce qui concerne la France: le(s) ministre(s) en charge de la sécurité sociale.
- f) «Institution compétente», l'institution ou l'organisme chargé, dans chaque cas, de l'application des législations mentionnées à l'article 2 de la présente Convention.
- g) «Organisme de liaison», l'organisme désigné par l'autorité compétente de chaque Partie contractante afin d'assurer les fonctions de coordination, d'information et d'assistance, pour l'application de la présente Convention, auprès des institutions des deux Parties contractantes et des personnes susceptibles de relever de l'article 3 du présent texte.
- h) «Travailleur salarié», toute personne ayant un lien de subordination et de dépendance avec un employeur ainsi que celle qui est considérée comme telle par la législation applicable.
- i) «Travailleur indépendant», toute personne qui exerce pour son propre compte une activité dont elle tire des revenus ainsi que celle qui est considérée comme telle par la législation applicable.
- j) «Ayant droit» ou «bénéficiaire», les personnes définies comme telles par la législation applicable.
- k) «Période d'assurance», toute période de cotisation reconnue comme telle par la législation sous laquelle cette période a été accomplie ainsi que toute période assimilée par cette législation à une période d'assurance.
- l) «Pension ou rente», toute prestation en espèces à l'exclusion des indemnités journalières prévues par la législation française, destinée à couvrir les risques invalidité, vieillesse, survivant, accident du travail et maladie professionnelle, y compris les montants forfaitaires, compléments ou majorations applicables en vertu des législations mentionnées à l'article 2 de la présente Convention.

- m) «Prestations en espèces de maladie ou de maternité»,
- en ce qui concerne la République argentine, les prestations ou allocations versées à la salariée pendant la période de congé maternité prévue par la législation concernée;
 - en ce qui concerne la République française, les indemnités journalières servies en cas de maladie ou de maternité.
- n) «Régime spécial»: un régime spécial de sécurité sociale désigné comme tel par la législation de chacune des deux Parties contractantes.
- o) «Régime différentiel»: pour la République argentine, tout régime de pension qui inclut des conditions spécifiques en raison de travaux pénibles ou insalubres ayant des incidences sur la santé.
2. Aux fins d'application de la présente Convention, les termes qui ne sont pas définis ont le sens qui leur est attribué par la législation de l'un ou l'autre Etat contractant qui s'applique.

Article 2

Champ d'application matériel

1. A moins que la présente Convention n'en dispose autrement, celle-ci s'applique:
- A) En ce qui concerne l'Argentine, à la législation relative:
- a) aux régimes de retraites et pensions, fondés sur le système de répartition ou de capitalisation individuelle;
 - b) au régime d'allocations familiales en ce qui concerne l'allocation de maternité ainsi que les allocations familiales ouvertes aux retraités et aux pensionnés;
 - c) au régime de risques du travail;
 - d) au régime des soins de santé, en ce qui concerne le régime des prestations régies par le système d'assurance santé et/ou des œuvres sociales nationales.
- B) En ce qui concerne la France:
- a) à la législation fixant l'organisation générale des régimes de sécurité sociale mentionnés ci-dessous;
 - b) aux législations des assurances sociales applicables:
 - aux salariés des professions non agricoles;
 - aux salariés des professions agricoles;
 - aux non salariés des professions non agricoles, à l'exception de celles concernant les régimes complémentaires d'assurance vieillesse;
 - aux non salariés des professions agricoles, à l'exception des dispositions qui ouvrent aux personnes travaillant ou résidant hors du territoire français la faculté d'adhérer aux assurances volontaires les concernant;

- c) à la législation relative à l'assurance volontaire vieillesse et invalidité pour les personnes qui, ayant été affiliées obligatoirement pendant une durée déterminée, cessent de remplir les conditions de l'assurance obligatoire;
- d) à la législation sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, à la législation sur l'assurance volontaire en matière d'accidents du travail;
- e) à la législation relative aux prestations familiales;
- f) aux législations relatives aux régimes divers de non-salariés et assimilés;
- g) aux législations sur les régimes spéciaux de sécurité sociale, sauf dispositions contraires prévues par la présente Convention.

2. La présente Convention s'applique à tous les actes législatifs ou réglementaires qui modifient ou complètent les législations énumérées au paragraphe 1 du présent article.

Toutefois, elle ne s'applique aux actes législatifs et réglementaires qui étendent l'un des régimes existants à d'autres catégories de bénéficiaires ou qui créent un nouveau régime de sécurité sociale, qu'en l'absence d'opposition de l'une ou l'autre des Parties contractantes, notifiée à l'autre Partie dans un délai de six mois à compter de la publication desdits actes.

Article 3

Champ d'application personnel

A moins que la présente Convention n'en dispose autrement, celle-ci s'applique:

- 1. aux personnes, quelle que soit leur nationalité, qui sont soumises ou qui ont acquis des droits en vertu des législations mentionnées à l'article 2;
- 2. aux ayants droit et aux survivants des personnes mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus.

Article 4

Principe d'égalité de traitement

Sous réserve des dispositions du chapitre 2 du titre II, les personnes mentionnées à l'article 3 qui résident sur le territoire de l'une des Parties contractantes ont les mêmes droits et obligations que ceux que la législation de cette Partie contractante accorde ou impose à ses ressortissants.

TITRE II
DISPOSITIONS CONCERNANT LA LEGISLATION APPLICABLE

Chapitre 1^{er}
Dispositions générales

Article 5
Règle générale

1. Sous réserve des seules règles particulières et exceptions prévues par le chapitre 2 du présent titre, les personnes qui exercent une activité professionnelle sont obligatoirement soumises à la seule législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle est exercée cette activité.

2. Les ayants droit du travailleur, sauf s'ils exercent eux-mêmes une activité professionnelle, sont soumis à la seule législation applicable au travailleur en application du présent titre, pour la partie de cette législation relative aux ayants droit.

Chapitre 2
Règles particulières et exceptions

Article 6
Travailleurs détachés

1. Personnes exerçant une activité salariée

La personne qui exerce une activité salariée sur le territoire de l'une des Parties contractantes au service d'une entreprise dont elle relève normalement et qui est détachée par cette entreprise sur le territoire de l'autre Partie contractante pour y accomplir un travail déterminé demeure soumise à la législation de la première Partie contractante, à condition que la durée prévisible du travail ne dépasse pas vingt-quatre mois, y compris la durée des congés, et qu'elle ne soit pas envoyée en remplacement d'une autre personne parvenue au terme de la période de son détachement.

Si la durée du travail à effectuer se prolonge en raison de circonstances imprévisibles dûment justifiées par l'employeur au-delà de la durée primitivement prévue et vient à excéder vingt-quatre mois, la législation de la première Partie contractante demeure applicable jusqu'à l'achèvement de ce travail, à condition que les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes ou les institutions désignées par ces autorités donnent leur accord. Toutefois, cet accord ne peut être donné pour une période excédant vingt-quatre mois. Il doit être sollicité avant la fin de la période initiale de vingt-quatre mois.

2. Personnes exerçant une activité indépendante

La personne qui exerce une activité indépendante sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui exerce temporairement, pour son compte, cette même activité sur le territoire de l'autre Partie contractante demeure soumise à la législation de la première Partie contractante, à condition que la durée prévisible de l'activité temporaire ne dépasse pas douze mois.

Si la durée d'exercice de l'activité se prolonge en raison de circonstances imprévisibles dûment justifiées au-delà de la durée primitivement prévue et vient à excéder douze mois, la législation de la première Partie contractante demeure applicable jusqu'à l'achèvement de cette activité, à condition que les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes ou les institutions désignées par ces autorités donnent leur accord. Toutefois, cet accord ne peut être donné pour une période excédant douze mois. Il doit être sollicité avant la fin de la période initiale de douze mois.

3. Dispositions communes

Un délai minimum de vingt-quatre mois doit s'écouler entre deux périodes de détachement dans le cadre des paragraphes 1 et 2 du présent article.

Article 7

Personnel navigant des entreprises de transport aérien

1. Le personnel navigant appartenant aux entreprises de transport aérien qui exerce son activité sur le territoire des deux Parties contractantes est soumis à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'entreprise a son siège social.

2. Toutefois, si la personne est employée par une succursale, une représentation permanente ou est rattachée à une base d'exploitation que l'entreprise possède sur le territoire de la Partie autre que celle où elle a son siège, elle n'est, en ce qui concerne cette activité, soumise qu'à la législation de la Partie sur le territoire de laquelle cette succursale, cette représentation permanente ou cette base d'exploitation se trouve.

3. Nonobstant les paragraphes 1 et 2, si l'employé travaille de manière prépondérante sur le territoire de la Partie où il réside, il n'est, en ce qui concerne cette activité, soumis qu'à la législation de cette Partie, même si le transporteur qui l'emploie n'a ni siège, ni succursale, ni représentation permanente sur ce territoire. Les conditions d'appréciation du caractère prépondérant de l'activité sont définies dans l'arrangement administratif prévu par l'article 37.

Article 8
Gens de mer

1. La personne qui exerce son activité professionnelle à bord d'un navire battant pavillon de l'une des Parties contractantes est soumise à la législation de cette Partie.
2. Par dérogation au paragraphe 1 ci-dessus, la personne qui exerce une activité salariée à bord d'un navire battant pavillon de l'une des Parties contractantes et rémunérée au titre de cette activité par une entreprise ou une personne ayant son siège ou son domicile sur le territoire de l'autre Partie contractante est soumise à la législation de cette dernière si elle a sa résidence sur son territoire; l'entreprise ou la personne qui verse la rémunération est considérée comme l'employeur pour l'application de ladite législation.
3. Par dérogation au paragraphe 1 ci-dessus, lorsqu'un travailleur exerce une activité professionnelle dans une entreprise de pêche mixte, est un ressortissant de l'une des Parties contractantes et réside sur le territoire de celle-ci, il est soumis à la législation de cette Partie contractante.
4. Les travailleurs employés au chargement, au déchargement et à la réparation des navires ou dans des services de surveillance dans un port sont soumis à la législation de la Partie contractante où est situé ce port.

Article 9
Personnes employées par l'État, personnel diplomatique et consulaire

1. La présente Convention n'affecte pas les dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961, ni celles de la Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963.
2. Le personnel recruté localement par les missions diplomatiques et les bureaux consulaires de chacune des Parties contractantes ou par ses fonctionnaires peut opter entre l'application de la législation de l'Etat accréditant et l'application de la législation de l'Etat accréditaire, à la condition qu'ils soient des ressortissants de l'Etat accréditant, y compris si l'intéressé a également la nationalité de l'Etat accréditaire.

Cette option devra être faite dans les trois premiers mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention ou, selon le cas, dans les trois mois suivant la date d'initiation du travail sur le territoire de la Partie contractante où le personnel exerce son activité.
3. Les fonctionnaires et agents publics de l'Etat envoyés par l'une des Parties contractantes en mission officielle de coopération sur le territoire de l'autre Partie restent soumis à la législation de l'Etat qui les envoie.

Article 10

Dérogation d'un commun accord

Les autorités compétentes des deux Parties contractantes ou les organismes désignés par celles-ci peuvent, d'un commun accord et dans l'intérêt de certaines personnes ou catégories de personnes, établir d'autres exceptions ou modifier celles prévues par le présent chapitre.

Article 11

Conditions de maintien à la législation de l'Etat d'origine

Le maintien du travailleur salarié ou du travailleur indépendant à la législation de l'une des Parties contractantes en application des articles 6 et 10 de la présente Convention n'est autorisé qu'à la condition que l'employeur ou le travailleur indépendant ait souscrit une couverture qui garantit au travailleur détaché ainsi qu'aux membres de sa famille qui l'accompagnent la prise en charge de l'ensemble des frais médicaux, y compris les frais d'hospitalisation, pendant toute la durée de son séjour sur le territoire de l'Etat de détachement.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Chapitre 1^{er}

Dispositions générales

Article 12

Conservation des droits acquis et paiement des prestations à l'étranger

1. Les pensions ou rentes qui sont servies en application de la présente Convention ne peuvent subir ni réduction, ni modification, ni suspension, ni suppression du fait que le bénéficiaire séjourne ou réside sur le territoire de l'autre Partie ou d'un Etat tiers.
2. Les mêmes dispositions s'appliquent aux pensions ou rentes qui sont servies en application de la législation d'une Partie contractante dès lors que le bénéficiaire séjourne ou réside sur le territoire de l'autre Partie ou quel que soit son lieu de résidence, dès lors qu'il est ressortissant de l'une ou l'autre Partie.
3. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus ne sont pas applicables aux prestations de solidarité nationale à caractère non contributif énumérées dans l'arrangement administratif prévu par l'article 37.

Article 13

Application des règles de non cumul

Les clauses de réduction, de suspension ou de suppression prévues par la législation de l'une des Parties contractantes en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations de sécurité sociale ou avec d'autres revenus de toute nature sont opposables au bénéficiaire, même s'il s'agit de prestations acquises au titre de la législation de l'autre Partie contractante ou de revenus obtenus sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux prestations de même nature liquidées en application du chapitre 3 du titre III du présent accord.

Chapitre 2

Prestations en espèces de maladie et de maternité

Article 14

Totalisation des périodes d'assurance

Pour l'ouverture et la détermination des droits aux prestations en espèces de maladie et maternité prévues par la législation de chacune des deux Parties contractantes, il est tenu compte, si nécessaire, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie contractante, sous réserve que l'intéressé relève d'un régime de sécurité sociale au titre d'une activité professionnelle.

Chapitre 3

Prestations de vieillesse, d'invalidité, survivants

Section 1

Dispositions communes aux prestations de vieillesse, d'invalidité, survivants

Article 15

Conditions d'appréciation du droit à prestations

1. Si la législation de l'une des Parties contractantes subordonne l'octroi des prestations à la condition que le travailleur soit soumis à cette législation au moment de la réalisation du risque à l'origine de la prestation, cette condition est réputée remplie si, lors de la réalisation de ce risque, le travailleur cotise dans l'autre Partie contractante ou perçoit une pension de cette seconde Partie de la même nature.

2. Si pour la reconnaissance du droit à la prestation, la législation de l'une des Parties contractantes exige que des périodes d'assurance aient été accomplies dans un temps déterminé, immédiatement avant l'événement à l'origine de la

prestation, cette condition est réputée remplie si l'intéressé justifie de ces périodes d'assurance au regard de la législation de l'autre Partie dans la période immédiatement antérieure à l'événement considéré.

Article 16

Dispositions propres à la législation française

Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux régimes spéciaux français des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat, des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers ainsi que des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

Section 2

Prestations d'invalidité

Article 17

Détermination du droit et calcul des prestations

Les prestations d'invalidité sont déterminées conformément aux dispositions de la section 3 du présent chapitre, qui sont applicables par analogie compte tenu des dispositions de l'article 18.

Article 18

Détermination de l'invalidité

1. Pour la détermination de la réduction de la capacité de travail aux fins d'octroi des prestations correspondantes d'invalidité, l'institution compétente de chacune des Parties contractantes effectue son évaluation conformément à la législation qu'elle applique.
2. Aux fins d'application des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, l'institution compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle réside le demandeur met à disposition de l'institution compétente de l'autre Partie, à la demande de celle-ci et gratuitement, les rapports et documents médicaux qu'elle a en sa possession.
3. A la demande de l'institution compétente de la Partie contractante dont il est fait application de la législation, l'institution compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle réside le demandeur effectue les examens médicaux nécessaires à l'évaluation de la situation du demandeur. Les examens médicaux qui relèvent du seul intérêt de la première institution susmentionnée sont intégralement pris en charge par celle-ci, selon les modalités fixées dans l'arrangement administratif prévu par l'article 37.

Section 3
Prestations de vieillesse et de survivants

Sous-section A
Dispositions communes aux législations argentine et française

Article 19
Effets de la présentation d'une demande de prestation

Dès lors que le droit aux prestations est ouvert au regard des législations des deux Parties et qu'une demande de pension est introduite, il est procédé à la liquidation de celle-ci au regard de ces deux législations, à moins que l'intéressé ne demande expressément de surseoir à la liquidation de la prestation au regard de l'une ou l'autre des législations en cause.

Article 20
Totalisation des périodes d'assurance

1. Si la législation de l'une des Parties contractantes requiert l'accomplissement de certaines périodes d'assurance pour l'acquisition du droit aux prestations, les périodes accomplies sous la législation de l'autre Partie contractante sont ajoutées, en tant que de besoin, aux périodes accomplies sous la législation de la première Partie contractante, à condition qu'elles ne se superposent pas.

2. Nonobstant ce qui précède, au cas où la législation d'une Partie subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession ou une activité déterminée ou un régime spécial ou différentiel, pour avoir droit à ces prestations, seules sont totalisées les périodes d'assurance accomplies dans l'autre Partie dans la même profession, la même activité ou le régime de nature correspondante.

3. Les périodes d'assurance accomplies dans un régime spécial de l'une des Parties sont prises en compte sous le régime général de l'autre Partie pour l'acquisition du droit aux prestations à la condition que l'intéressé ait été par ailleurs affilié à ce régime, même si ces périodes ont déjà été prises en compte par cette dernière Partie sous un régime visé au paragraphe 2.

Article 21
Périodes d'assurance inférieures à un an

1. Si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'une des Parties contractantes n'atteint pas une année, l'institution compétente de cette Partie n'est pas tenue d'avoir recours à la totalisation prévue à l'article 20 pour accorder une pension.

2. Cependant, si ces seules périodes sont suffisantes pour ouvrir le droit à une pension au titre de cette législation, la pension est alors liquidée uniquement sur cette base.

3. Les périodes visées au paragraphe 1 sont néanmoins prises en considération pour l'ouverture et le calcul des droits à pension au regard de la législation de l'autre Partie conformément aux dispositions des articles 22 et 24.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 à 3 ci-dessus, au cas où les périodes accomplies dans les deux Parties seraient inférieures à un an, elles sont totalisées conformément à l'article 20, si avec cette totalisation le droit aux prestations est ouvert sous la législation de l'une ou des deux Parties contractantes.

Article 22

Calcul des prestations

1. Lorsque les conditions requises par la législation de l'une ou l'autre des deux Parties pour avoir droit aux prestations sont satisfaites sans qu'il soit nécessaire de recourir aux périodes d'assurance et assimilées accomplies sous la législation de l'autre Partie, l'institution compétente détermine le montant de la pension qui serait due, d'une part, selon les dispositions de la législation qu'elle applique et, d'autre part, conformément aux dispositions du paragraphe 2 a) et b) ci-dessous.

Elle verse à l'intéressé le montant le plus élevé de prestation, calculé conformément à l'une ou l'autre de ces deux méthodes.

2. Lorsque les conditions requises par la législation de l'une ou l'autre des deux Parties pour avoir droit aux prestations ne sont satisfaites qu'en recourant aux périodes d'assurance et assimilées accomplies sous la législation de l'autre Partie, l'institution compétente détermine le montant de la pension suivant les règles ci-après:

a) Totalisation des périodes d'assurance

Les périodes d'assurance accomplies dans chaque Partie contractante, sont totalisées, à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de la détermination du droit aux prestations qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

b) Liquidation de la prestation

Compte tenu de la totalisation des périodes, effectuée comme il est dit au a) ci-dessus, l'institution compétente détermine, d'après sa propre législation, si l'intéressé réunit les conditions requises pour avoir droit à une pension de vieillesse. Si le droit à pension est ouvert, l'institution compétente détermine le

montant théorique de la prestation à laquelle l'assuré pourrait prétendre si toutes les périodes d'assurance ou assimilées avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation, puis réduit le montant de la prestation au prorata de la durée des périodes d'assurance et assimilées accomplies sous sa législation, par rapport à la durée totale des périodes accomplies sous les législations des deux Parties. Cette durée totale est plafonnée à la durée maximale éventuellement requise par la législation qu'elle applique pour le bénéficiaire d'une prestation complète.

Sous-section B
Dispositions propres à la législation française

Article 23

Dispositions spécifiques à certains régimes spéciaux

Par dérogation à l'article 16, pour la détermination du taux de liquidation de la pension, les régimes spéciaux français des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat, des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat prennent en compte, au titre de la durée d'assurance accomplie dans un ou plusieurs autres régimes de retraite de base obligatoires, les périodes d'assurance accomplies sous la législation argentine.

Sous-section C
Dispositions propres à la législation argentine

Article 24

Régime de capitalisation individuelle

1. Les personnes qui sont ou ont été affiliées à un Fonds de Retraite et de Pensions financent leur pension en Argentine avec le solde cumulé dans leurs comptes de capitalisation individuelle.
2. Les personnes qui cumulent les prestations octroyées par le Régime argentin de capitalisation et celles à la charge du Régime de Prévision public ou du Régime de retraite par Répartition ont droit à la totalisation des périodes conformément aux dispositions de l'article 20 pour pouvoir bénéficier des pensions résultant des dispositions légales qui leur sont applicables.
3. Dans les cas visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'institution compétente argentine détermine le montant de la prestation à laquelle le travailleur a droit conformément aux dispositions prévues au paragraphe 1 et 2 de l'article 22.

Chapitre 4
Prestations en matière d'accidents du travail et de maladies
professionnelles

Article 25

Détermination du droit aux prestations

1. Le droit aux prestations à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle est ouvert conformément à la législation de la Partie contractante à laquelle le travailleur était soumis à la date de l'accident ou à celle à laquelle le travailleur était soumis pendant la période d'exposition au risque de maladie professionnelle.
2. Lorsque la victime d'une maladie professionnelle a exercé sur le territoire des deux Parties un emploi susceptible de provoquer ladite maladie, les prestations auxquelles la victime ou ses survivants peuvent prétendre sont accordées exclusivement au titre de la législation de la Partie sur le territoire de laquelle l'emploi en cause a été exercé en dernier lieu, et sous réserve que l'intéressé remplisse les conditions prévues par cette législation.
3. Lorsque la législation de l'une des Parties subordonne le bénéfice des prestations de maladie professionnelle à la condition que la maladie considérée ait été constatée médicalement pour la première fois sur son territoire, cette condition est réputée remplie lorsque ladite maladie a été constatée pour la première fois sur le territoire de l'autre Partie.

Chapitre 5
Prestations familiales

Article 26

Situation des personnes exemptées d'affiliation au régime local

Les personnes soumises à la législation de l'une des Parties contractantes en application des articles 6 à 10 bénéficient pour leurs enfants qui résident avec elles sur le territoire de l'autre Partie des seules prestations familiales prévues par la législation à laquelle elles sont soumises et énumérées dans l'arrangement administratif prévu par l'article 37.

TITRE IV
COOPERATION ET ENTRAIDE ADMINISTRATIVE

Chapitre 1
Principes généraux de coopération

Article 27

Fonctionnement de l'entraide administrative

Toute institution compétente de l'une des Parties contractantes peut saisir une institution de l'autre Partie, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'organisme de liaison d'une demande d'information ou de renseignement pour le traitement et le règlement d'un dossier dont elle a la charge.

Article 28

Communication de données à caractère personnel

1. Les institutions des deux Parties contractantes sont autorisées à se communiquer, aux fins de l'application du présent accord, des données à caractère personnel, y compris des données relatives aux revenus des personnes dont la connaissance est nécessaire à l'institution d'une Partie contractante, pour l'application d'une législation de sécurité sociale ou d'assistance sociale.
2. La communication par l'institution d'une Partie contractante de données à caractère personnel est soumise au respect de la législation en matière de protection des données de cette Partie contractante.
3. La conservation, le traitement ou la diffusion de données à caractère personnel par l'institution de la Partie contractante à laquelle elles sont communiquées sont soumis à la législation en matière de protection des données de cette Partie contractante.
4. Les données visées au présent article ne peuvent être utilisées à d'autres fins que la mise en œuvre des législations relatives à la sécurité sociale ou d'assistance sociale.

Chapitre 2

Recouvrement des contributions et cotisations

Article 29

Procédures d'exécution

1. Les décisions exécutoires rendues par un tribunal de l'une des Parties contractantes, ainsi que les actes exécutoires rendus par l'autorité ou l'institution de l'une des Parties contractantes, relatifs à des cotisations ou contributions de sécurité sociale et à d'autres demandes, notamment de récupération de prestations indues, sont reconnus sur le territoire de l'autre Partie contractante.
2. La reconnaissance peut être refusée uniquement lorsqu'elle est incompatible avec les principes légaux de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la décision ou l'acte doit être exécuté.
3. La procédure d'exécution des décisions et actes devenus définitifs doit être en conformité avec la législation régissant l'exécution de tels décisions et actes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'exécution a lieu. La décision ou l'acte est accompagné d'un certificat attestant de son caractère exécutoire.

4. Les cotisations et contributions dues ont, dans le cadre d'une procédure d'exécution, de faillite ou de liquidation forcée sur le territoire de l'autre Partie contractante, le même rang de priorité que les créances équivalentes sur le territoire de cette Partie contractante.

5. Les créances devant faire l'objet d'un recouvrement ou d'un recouvrement forcé sont protégées par les mêmes garanties et privilèges que des créances de même nature d'une institution située sur le territoire de la Partie contractante sur lequel le recouvrement ou le recouvrement forcé s'opère.

6. Lorsque l'institution de l'une des Parties a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut, dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique, demander à l'institution de l'autre Partie débitrice de prestations en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les sommes que celle-ci verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites prévues pour une telle compensation par la législation qu'elle applique comme s'il s'agissait de sommes versées en trop par elle-même et transfère le montant retenu à l'institution créancière.

Chapitre 3 **Lutte contre la fraude**

Article 30 *Coopération en matière de lutte contre les fraudes*

Outre la mise en œuvre des principes généraux de coopération administrative prévus aux chapitres 1 et 2 ci-dessus, les Parties contractantes conviendront, dans l'arrangement administratif prévu à l'article 37, des modalités selon lesquelles elles se prêtent leur concours pour lutter contre les fraudes, en particulier pour ce qui concerne la résidence effective des personnes, l'appréciation des ressources, le calcul des cotisations et les cumuls de prestations.

Chapitre 4 **Détachement**

Article 31 *Échanges de données statistiques*

Les Parties contractantes conviendront, dans l'arrangement administratif prévu à l'article 37, des modalités de suivi commun des procédures de détachement définies aux articles 6 et 10, notamment le suivi statistique et les échanges d'information.

TITRE V
DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

Chapitre 1
Dispositions diverses

Article 32

Totalisation de périodes d'assurance pour l'admission à l'assurance volontaire

En tant que de besoin, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'une des Parties sont prises en compte comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie, pour l'admission à l'assurance volontaire ou pour la poursuite facultative de l'assurance.

Article 33

Actualisation ou revalorisation des prestations

Les prestations reconnues par application des règles du Titre III de cette Convention sont actualisées et revalorisées selon les modalités définies par la législation applicable.

Article 34

Effets de la présentation de documents

Les demandes, déclarations, recours et tout document qui, aux fins d'application de la législation d'une Partie contractante, doivent être présentés dans un délai déterminé auprès des autorités ou des institutions correspondantes de cette Partie sont considérés comme présentés par devers elles s'ils l'ont été dans le même délai auprès de l'autorité ou institution correspondante de l'autre Partie contractante.

Article 35

Exemption de droits d'actes et de documents administratifs

1. Les exemptions de droits d'enregistrement, d'actes, de timbre, de taxes consulaires ou autres droits analogues prévues par la législation de l'une des Parties contractantes sont étendues aux certificats et documents établis par les institutions compétentes de l'autre Partie, en application de la présente Convention.
2. Tous les actes administratifs et documents établis par une institution compétente de l'une des Parties contractantes pour l'application de la présente Convention sont dispensés des obligations de légalisation ou autres formalités similaires pour leur utilisation par les institutions compétentes de l'autre Partie.

Article 36

Modalités de paiement des prestations et garantie

1. Les paiements résultant de l'application de la présente Convention ou de la législation de l'une des Parties contractantes sont effectués dans la monnaie de cette Partie contractante.
2. La date et les modalités de paiement de la prestation sont celles qui sont prévues par la législation de la Partie contractante qui réalise ce paiement.
3. Les dispositions de la législation de l'une des Parties contractantes en matière de contrôle des changes ne peuvent faire obstacle au libre transfert des prestations et règlements de l'application de la présente Convention ou de la législation de l'une des Parties contractantes.

Article 37

Attribution des autorités compétentes

Les autorités compétentes des deux Parties contractantes doivent:

1. Conclure et le cas échéant modifier le ou les accord(s) ou arrangement(s) administratif(s) nécessaire(s) à l'application de la présente Convention;
2. Désigner les organismes de liaison respectifs;
3. Se communiquer les mesures prises sur le plan interne pour l'application de la présente Convention;
4. Informer les autorités compétentes de l'autre Partie, sur demande, des modifications apportées aux dispositions législatives mentionnées à l'article 2;
5. Se dispenser leurs bons offices et la plus large collaboration technique et administrative possible pour l'application de la présente Convention.

Article 38

Commission Mixte

Une commission mixte composée des représentants des autorités compétentes de chacune des Parties contractantes est chargée de suivre l'application de la présente Convention, d'en proposer d'éventuelles modifications et de régler les difficultés relatives à son application ou à son interprétation.

Article 39

Règlement des différends

Au cas où le différend ne pourrait être réglé par la procédure mentionnée ci-dessus, il serait soumis à une procédure d'arbitrage arrêtée d'un commun accord par les deux Gouvernements.

Article 40
Langues utilisées

Pour l'application de la présente Convention, les autorités compétentes, organismes de liaison et institutions compétentes doivent accepter les documents rédigés dans la langue officielle de l'une des Parties contractantes.

Chapitre 2
Dispositions transitoires

Article 41
Eléments antérieurs à l'entrée en vigueur de la Convention

1. La présente Convention n'ouvre aucun droit pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.
2. Toutefois, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'une des Parties ou les événements survenus avant la date d'application de la présente Convention sont pris en considération pour la détermination des droits ouverts conformément aux dispositions de la présente Convention.
3. Les demandes de prestations rejetées avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention font, sur demande de l'intéressé, l'objet d'un nouvel examen compte tenu des dispositions de celle-ci.
4. La présente Convention est sans effet sur les prestations liquidées antérieurement à sa date d'effet.

Chapitre 3
Dispositions finales

Article 42
Dispositions internationales auxquelles la Convention ne porte pas atteinte

Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux droits et obligations découlant:

- pour la République argentine, de sa qualité de membre du MERCOSUR et de signataire de la Convention multilatérale ibéro-américaine de Sécurité sociale;
- pour la République française, de sa qualité de membre de l'Union européenne.

Article 43

Durée de validité de la Convention

1. La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par l'une des Parties contractantes. La dénonciation doit être notifiée par la voie diplomatique; dans ce cas, la Convention cesse de produire ses effets à l'expiration de douze mois à partir de la date de la dénonciation.
2. En cas de dénonciation de la présente Convention, tout droit acquis en application de ces dispositions est maintenu.
3. Les droits en cours d'acquisition relatifs aux périodes accomplies antérieurement à la date à laquelle la dénonciation a pris effet ne s'éteignent pas du fait de la dénonciation; leur maintien est déterminé d'un commun accord pour la période postérieure ou, à défaut d'un tel accord, par les législations propres des Parties contractantes.

Article 44

Entrée en vigueur

Les deux Parties contractantes se notifient, par la voie diplomatique, l'accomplissement de leurs procédures constitutionnelles et légales respectives, requises pour l'entrée en vigueur de la Convention. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification.

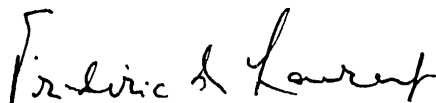
En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Buenos Aires, le 22 septembre 2008, en deux exemplaires originaux, en langues espagnole et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la
République argentine



Pour le Gouvernement de la
République française



[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

CONVENIO DE SEGURIDAD SOCIAL

ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA ARGENTINA

Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA

El Gobierno de la República Argentina, por una parte, y el Gobierno de la República Francesa, por otra parte, a continuación denominados las Partes Contratantes, animados por el deseo de garantizar los derechos de sus ciudadanos, de regular sus relaciones en el ámbito de la seguridad social, han convenido lo siguiente:

Título I

Disposiciones generales

Artículo 1

Definiciones

1. Las expresiones y términos que se enumeran a continuación tienen, a los fines de la aplicación del presente Convenio, el siguiente significado:

A) "Partes Contratantes": la República Argentina y la República Francesa.

B) "Territorio":

- respecto de la Argentina, el territorio de la República Argentina, incluyendo los mares territoriales, además de los espacios sobre los cuales en virtud del derecho internacional, la República Argentina ejerce derechos soberanos o una jurisdicción;
- respecto de Francia, el territorio de los departamentos metropolitanos y de ultramar de la República Francesa, así como los mares territoriales, además de los espacios sobre los cuales, en virtud del derecho internacional la República Francesa ejerce derechos soberanos o una jurisdicción.

C) "Nacional":

- respecto de la Argentina: una persona de nacionalidad argentina;
- respecto de Francia: una persona de nacionalidad francesa.

D) "Legislación": el conjunto de disposiciones legislativas y reglamentarias relativas a los sistemas de seguridad social mencionados en el artículo 2 del presente Convenio.

E) "Autoridad Competente":

- respecto de la Argentina, el Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social, o quien lo reemplace en sus competencias en el futuro, salvo en aquellas materias comprendidas en el artículo 2, inciso 1 A) d) del presente Convenio y que se refieran al régimen de cobertura de salud de los trabajadores amparados por el Sistema Nacional de Obras Sociales incluyendo el Instituto Nacional de Servicios Sociales para Jubilados y Pensionados (INSSJP) y a los demás agentes del Seguro de Salud, respecto de las cuales la Autoridad Competente es el Ministerio de Salud o quien lo reemplace en sus competencias en el futuro;
- respecto de Francia, el (los) Ministro(s) encargado(s) de la seguridad social.

F) "Institución Competente": la Institución u Organismo responsable, en cada caso, de la aplicación de la legislación mencionada en el artículo 2 del presente Convenio.

G) "Organismo de enlace": el organismo designado por la autoridad competente de cada Parte Contratante con el fin de desempeñar las funciones de coordinación, información y asistencia, para la aplicación del presente Convenio, ante las instituciones de ambas Partes Contratantes y de las personas comprendidas en el artículo 3 del presente Convenio.

H) "Trabajador asalariado": toda persona que tenga un vínculo de subordinación y de dependencia con un empleador así como las que sean consideradas como tales por la legislación aplicable.

I) "Trabajador independiente": toda persona que ejerza por cuenta propia una actividad lucrativa así como aquellas que sean consideradas como tales por la legislación aplicable.

J) "Derechohabiente" o "beneficiario": las personas definidas como tales por la legislación aplicable.

K) "Período de seguro": todo período de cotización reconocido como tal por la legislación bajo la cual se haya cumplido, así como cualquier período considerado por la legislación como equivalente a un período de seguro.

L) "Pensión o renta": toda prestación en efectivo con excepción de las asignaciones diarias previstas por la legislación francesa, destinada a cubrir los riesgos de invalidez, vejez, sobrevivencia, accidentes de trabajo y enfermedades profesionales, incluyendo los montos fijos, complementos o aumentos aplicables en virtud de la legislación mencionada en el artículo 2 del presente Convenio.

M) "Prestación económica por enfermedad o maternidad":

- respecto de la Argentina: las prestaciones otorgadas a la asalariada durante la licencia por maternidad prevista por la legislación aplicable;
- respecto de Francia: las asignaciones diarias otorgadas en caso de enfermedad o maternidad.

N) "Régimen Especial": un régimen especial de seguridad social designado como tal por la legislación de cada una de las Partes Contratantes.

O) "Régimen Diferencial": respecto de la Argentina todo régimen de jubilaciones y pensiones que incluya requisitos específicos en razón de trabajos penosos o insalubres que afecten la salud.

2. A los fines de la aplicación del presente Convenio, los términos que no han sido definidos tienen el significado que les atribuye la legislación aplicable de uno u otro Estado contratante.

Artículo 2

Ámbito de aplicación material

1. A menos que el presente Convenio disponga lo contrario, éste se aplicará:

A) Respecto de la Argentina, a la legislación relativa a:

- a. Los regímenes de Jubilaciones y Pensiones basados en el sistema de Reparto o de Capitalización Individual;
- b. El régimen de Asignaciones Familiares en lo concerniente a la Asignación por Maternidad como así también a las asignaciones familiares para los jubilados y pensionados;
- c. El régimen de Riesgos del Trabajo;
- d. El Sistema de Salud en lo que concierne al régimen de prestaciones reguladas por el Sistema Nacional del Seguro de Salud y/o de Obras Sociales Nacionales.

B) Respecto de Francia:

- a. A la legislación que establece la organización general de los regímenes de seguridad social mencionados a continuación;
- b. A las legislaciones de los seguros sociales aplicables:
 - A los trabajadores asalariados de actividades no agrícolas;
 - A los trabajadores asalariados de actividades agrícolas;
 - A los trabajadores independientes de actividades no agrícolas, con excepción de aquellas relativas a los regímenes complementarios del seguro de vejez;
 - A los trabajadores independientes de actividades agrícolas, con excepción de las disposiciones que permiten a las personas que trabajan o residen fuera del territorio francés afiliarse a los seguros voluntarios que les puedan corresponder;

- c. A la legislación relativa a los seguros voluntarios de vejez e invalidez para las personas que, habiendo estado afiliadas obligatoriamente durante un período determinado, dejan de cumplir las condiciones del seguro obligatorio;
- d. A la legislación sobre la prevención y cobertura de accidentes de trabajo y enfermedades profesionales, a la legislación sobre el seguro voluntario en materia de accidentes de trabajo;
- e. A la legislación relativa a las asignaciones familiares;
- f. A la legislación relativa a los diversos regímenes de trabajadores independientes y asimilados;
- g. A la legislación sobre los regímenes especiales de seguridad social, salvo disposiciones en contrario previstas por el presente Convenio.

2. El presente Convenio se aplicará a todos los actos legislativos o reglamentarios que modifiquen o completen las legislaciones enumeradas en el párrafo 1 de este artículo.

Sin embargo, el presente sólo se aplicará a los actos legislativos y reglamentarios que extiendan alguno de los regímenes existentes a otras categorías de beneficiarios o que creen un nuevo régimen de seguridad social, en ausencia de oposición de una u otra de las Partes Contratantes notificada a la otra Parte dentro de un plazo de 6 meses a partir de la publicación de dichos actos.

Artículo 3

Ámbito de aplicación personal

Salvo que el presente Convenio disponga lo contrario, éste se aplicará:

1. A las personas, cualquiera sea su nacionalidad, que se encuentren sometidas o que hubieran adquirido derechos en virtud de las legislaciones mencionadas en el artículo 2;
2. A los derechohabientes y a los sobrevivientes de las personas mencionadas en el inciso 1 de este artículo.

Artículo 4

Principio de igualdad de trato

Sin perjuicio de lo dispuesto en el Capítulo 2 del Título II, las personas mencionadas en el artículo 3 que residan en el territorio de una de las Partes Contratantes tienen los mismos derechos y obligaciones que aquellos acordados o impuestos por la legislación de esta Parte Contratante a sus nacionales.

Título II
Disposiciones sobre la legislación aplicable

Capítulo 1
Disposiciones Generales

Artículo 5
Norma general

1. Sin perjuicio de lo dispuesto en las normas particulares y de las excepciones previstas en el Capítulo 2 del presente título, las personas que ejerzan una actividad laboral se encuentran obligatoriamente sujetas sólo a la legislación de la Parte Contratante en cuyo territorio ejerzan dicha actividad.
2. Los derechohabientes del trabajador, salvo que ellos mismos ejerzan una actividad laboral, se encuentran sujetos sólo a la legislación aplicable al trabajador en aplicación del presente título en lo que respecta a la legislación relativa a los derechohabientes.

Capítulo 2
Normas Particulares y Excepciones

Artículo 6
Trabajadores trasladados temporariamente

1. Personas que ejerzan una actividad asalariada

La persona que ejerza una actividad asalariada en el territorio de una de las Partes Contratantes al servicio de una empresa en la cual se desempeñe habitualmente y sea enviada por esta Empresa al territorio de la otra Parte Contratante para realizar allí un trabajo determinado, quedará sujeta a la legislación de la primera Parte Contratante, siempre que la duración previsible del trabajo no supere los veinticuatro meses, incluyendo la duración de las licencias y que esta persona no sea enviada para reemplazar a otra persona cuyo período de traslado hubiera llegado a su fin.

Si la duración del trabajo a efectuar se prolonga en razón de circunstancias imprevisibles debidamente justificadas por el empleador más allá de la duración primitivamente prevista y excede los veinticuatro meses, la legislación de la primera Parte Contratante seguirá siendo aplicable hasta la terminación de ese trabajo, a condición que las autoridades competentes de cada una de las Partes Contratantes o las instituciones designadas por sus autoridades otorguen su consentimiento. Sin embargo, dicho acuerdo no puede otorgarse por un período que exceda los veinticuatro meses. Asimismo, deberá solicitarse antes de finalizado el período inicial de veinticuatro meses.

2. Personas que ejerzan una actividad independiente

La persona que ejerza una actividad independiente en el territorio de una de las Partes Contratantes y que ejerza temporariamente, por su cuenta, esa misma actividad en el territorio de la otra Parte Contratante seguirá sujeta a la legislación de la primera Parte Contratante, siempre que la duración previsible de la actividad temporal no supere doce meses.

Si la duración del ejercicio de la actividad se prolonga en razón de circunstancias imprevisibles debidamente justificadas más allá de la duración inicialmente prevista y excede doce meses, la legislación de la primera Parte Contratante seguirá siendo aplicable hasta la terminación de dicha actividad, a condición que las autoridades competentes de cada una de las Partes Contratantes o las instituciones designadas por sus autoridades den su consentimiento. Sin embargo, este acuerdo no puede otorgarse por un período que exceda doce meses. Asimismo, debe ser solicitado antes de finalizado el período inicial de doce meses.

3. Disposiciones comunes

Debe transcurrir un plazo mínimo de veinticuatro meses entre dos períodos de traslado temporario en el marco de los incisos 1 y 2 del presente artículo.

Artículo 7

Trabajadores aeronavegantes de empresas de transporte aéreo

1. El personal aeronavegante al servicio de empresas de transporte aéreo que desempeñe su actividad en el territorio de ambas Partes Contratantes estará sujeto a la legislación de la Parte Contratante en cuyo territorio la empresa tenga su sede social.
2. Sin embargo, si la persona se encuentra empleada por una sucursal, una representación permanente o se encuentra incorporada a una base de explotación que la empresa posea en el territorio de la otra Parte, donde no se encuentre su sede social, quedará sujeta, en lo que respecta a esta actividad, a la legislación de la Parte Contratante en cuyo territorio se encuentra dicha sucursal, representación permanente o base de explotación.
3. Sin perjuicio de los párrafos 1 y 2, si el empleado trabaja principalmente en el territorio de la Parte en la cual reside, en lo que concierne a esta actividad, queda sujeto a la legislación de esta Parte, incluso si el transportador que lo emplea no tiene ni sede ni sucursal ni representación permanente en ese territorio. Las condiciones de apreciación respecto al carácter principal de la actividad están definidas en el acuerdo administrativo previsto en el artículo 37.

Artículo 8
Trabajadores marítimos

1. La persona que ejerza su actividad laboral a bordo de un buque de bandera de una de las Partes Contratantes quedará sometida a la legislación de esa Parte.
2. Como excepción al inciso 1 anterior, la persona que ejerza una actividad asalariada a bordo de un buque de bandera de una de las Partes Contratantes y sea remunerada en virtud de esa actividad por una empresa o una persona con sede o domicilio en el territorio de la otra Parte Contratante, quedará sujeta a la legislación de esta última Parte, si reside en su territorio; la empresa o persona que pague la remuneración será considerada como empleador a los efectos de la aplicación de dicha legislación.
3. Como excepción al inciso 1 anterior, cuando un trabajador preste servicios en una empresa pesquera mixta, sea nacional de una de las Partes Contratantes y resida en el territorio de ésta, quedará sujeto a la legislación de esa Parte Contratante.
4. Los trabajadores empleados en la carga, descarga, reparación de buques y servicios de vigilancia en el puerto, estarán sometidos a la legislación de la Parte Contratante en cuyo territorio se encuentre el puerto.

Artículo 9
Personas empleadas por el Estado, personal diplomático y consular

1. El presente Convenio no afecta las disposiciones del Convenio de Viena sobre Relaciones Diplomáticas, del 18 de abril de 1961 ni las del Convenio de Viena sobre Relaciones Consulares, de 24 de abril de 1963.
2. El personal localmente contratado por las Misiones Diplomáticas y las Oficinas consulares de cada una de las Partes, o por sus funcionarios, puede optar entre la aplicación de la legislación del Estado que presenta las acreditaciones y la de la otra Parte, a condición de que sean nacionales del Estado que presente dichas acreditaciones incluso si el interesado también posee la nacionalidad del Estado receptor.

Esta opción deberá ser ejercida dentro de los tres primeros meses a partir de la entrada en vigencia del presente Convenio o, según el caso, dentro de los tres meses siguientes a la fecha de iniciación del trabajo en el territorio de la Parte Contratante en la que el personal desarrolla su actividad.

3. Los funcionarios y agentes públicos del Estado enviados por una de las Partes Contratantes en misiones oficiales de cooperación al territorio de la otra Parte, quedarán sujetos a la legislación del Estado que los envía.

Artículo 10

Excepciones de común acuerdo

Las Autoridades Competentes de ambas Partes Contratantes o los Organismos designados por ellas podrán, de común acuerdo, en interés de ciertas personas o categorías de personas, establecer otras excepciones o modificar las previstas en el presente capítulo.

Artículo 11

Condiciones para el mantenimiento en la legislación del Estado de origen

El mantenimiento del trabajador asalariado o del trabajador independiente en la legislación de una de las Partes Contratantes en aplicación de los artículos 6 y 10 del presente Convenio será autorizado a condición que el empleador o el trabajador independiente haya suscripto una cobertura que garantice al trabajador trasladado como así también a los miembros de su familia que lo acompañen que toma a su cargo el conjunto de los gastos médicos incluyendo los gastos de hospitalización durante todo el período del traslado en el territorio del Estado receptor.

Título III

Disposiciones relativas a las prestaciones

Capítulo 1

Disposiciones generales

Artículo 12

Conservación de derechos adquiridos y pago de prestaciones en el extranjero

1. Las pensiones o rentas que sean otorgadas en aplicación del presente Convenio no podrán sufrir reducción, modificación, suspensión o supresión alguna por el hecho de que el beneficiario se encuentre o resida en el territorio de la otra Parte o de un tercer Estado.
2. Las mismas disposiciones se aplican a las pensiones o rentas que sean otorgadas en aplicación de la legislación de una Parte Contratante a partir de que el beneficiario se encuentre o resida en el territorio de la otra Parte o, sea cual fuere su lugar de residencia, siempre que sea nacional de cualquiera de las Partes.

3. Las disposiciones del inciso 1 precedente no son aplicables a los subsidios de solidaridad nacional de carácter no contributivo enumerados en el acuerdo administrativo previsto por el artículo 37.

Artículo 13

Aplicación de las reglas de no acumulación

Las cláusulas de reducción, suspensión o supresión previstas por la legislación de una de las Partes Contratantes en caso de acumulación de una prestación con otras prestaciones de seguridad social o con otros ingresos de cualquier naturaleza son oponibles al beneficiario, incluso si se trata de prestaciones adquiridas por aplicación de la legislación de la otra Parte Contratante o de ingresos obtenidos en el territorio de la otra Parte Contratante.

Sin embargo, estas disposiciones no se aplican a las prestaciones de la misma naturaleza liquidadas por aplicación del capítulo 3 del título III del presente Convenio.

Capítulo 2

Prestaciones económicas por enfermedad y maternidad

Artículo 14

Totalización de períodos de seguro

Para el reconocimiento y la determinación de los derechos a las prestaciones económicas por enfermedad y maternidad previstas por la legislación de ambas Partes Contratantes, se tendrán en cuenta, si fuera necesario, los períodos de seguros cumplidos de acuerdo a la legislación de la otra Parte Contratante, en tanto el interesado se encuentre amparado por algún régimen de seguridad social en función de su actividad laboral.

Capítulo 3

Prestaciones por vejez, invalidez y supervivencia

Sección 1

Disposiciones comunes a las prestaciones de vejez, invalidez y supervivencia

Artículo 15

Condiciones de apreciación del derecho a las prestaciones

1. Si la legislación de una Parte Contratante subordina el otorgamiento de las prestaciones a la condición de que el trabajador se encuentre sujeto a dicha legislación al momento de producirse la contingencia, esta condición se considerará cumplida si en dicho momento el trabajador cotiza o se

encuentra asegurado en la otra Parte Contratante, o recibe una prestación de ésta última de la misma naturaleza.

2. Si para el reconocimiento del derecho a la prestación, la legislación de una de las Partes Contratantes exige que se hayan cumplido períodos de seguro en un tiempo determinado inmediatamente anterior al hecho que da origen a la prestación, esta condición se considerará cumplida si el interesado acredita dichos períodos en virtud de la legislación de la otra Parte en el período inmediatamente anterior al hecho considerado.

Artículo 16

Disposiciones propias de la legislación francesa

Las disposiciones del presente capítulo no son aplicables a los regímenes especiales franceses de funcionarios civiles y militares del Estado, de los funcionarios territoriales y hospitalarios así como a los trabajadores de los establecimientos industriales del Estado.

Sección 2

Prestaciones de Invalidez

Artículo 17

Determinación del derecho y cálculo de las prestaciones

Las prestaciones de invalidez son determinadas conforme a las disposiciones de la sección 3 del presente capítulo, que son aplicables por analogía habida cuenta de las disposiciones del artículo 18.

Artículo 18

Determinación de la invalidez

1. Para la determinación de la reducción del porcentaje de la capacidad laborativa a los fines del otorgamiento de las prestaciones correspondientes por invalidez, la institución competente de cada una de las Partes Contratantes efectuará su evaluación conforme a la legislación que ella aplique.
2. A los fines de la aplicación de las disposiciones del párrafo 1 anterior, la institución competente de la Parte Contratante en cuyo territorio resida el solicitante pondrá a disposición de la Institución Competente de la otra Parte, a su solicitud y en forma gratuita, los informes y documentos médicos que tenga en su poder.
3. A pedido de la institución competente de la Parte Contratante cuya legislación se aplique, la institución competente de la Parte Contratante en cuyo territorio resida el solicitante efectuará los exámenes médicos

necesarios para la evaluación de la situación del solicitante. Los exámenes médicos que respondan únicamente al interés de la primera institución arriba mencionada serán asumidos íntegramente por ésta, según las modalidades establecidas en el acuerdo administrativo previsto en el artículo 37.

Sección 3 **Prestaciones de vejez y sobrevivencia**

Subsección A **Disposiciones Comunes a la legislación francesa y argentina**

Artículo 19 *Efectos de la presentación de una solicitud de prestación*

En cuanto se reconozca el derecho a las prestaciones respecto de la legislación de ambas Partes y sea efectuada la solicitud de prestación, se procederá a su liquidación respecto de las dos legislaciones, a menos que el interesado solicite expresamente aplazar la liquidación de la prestación con relación a una u otra de las legislaciones aplicables.

Artículo 20 *Totalización de periodos de seguro*

1. Si la legislación de una de las Partes Contratantes requiere que se haya cumplido con una cierta cantidad de periodos de seguro para la adquisición del derecho a las prestaciones, los periodos cumplidos de acuerdo a la legislación de la otra Parte Contratante se agregan, en tanto resulte necesario, a los periodos cumplidos de acuerdo a la legislación de la primera Parte Contratante, con la condición de que los mismos no se superpongan.
2. No obstante lo dispuesto precedentemente, en el caso de que la legislación de una Parte subordine el otorgamiento de ciertas prestaciones a la condición que los periodos de seguro se hayan cumplido en una profesión o una actividad determinada o en un régimen especial o diferencial, para tener derecho a estas prestaciones, solo se suman los periodos de seguro cumplidos en la otra Parte en una profesión, actividad o régimen de la misma naturaleza.
3. Los periodos de seguro cumplidos en un régimen especial de una de las Partes serán tomados en cuenta bajo el régimen general de la otra Parte para la adquisición del derecho a las prestaciones bajo la condición de que el interesado haya estado, por otro lado, afiliado a ese régimen, incluso si esos periodos ya han sido tomados en cuenta por esta última Parte bajo un régimen previsto en el inciso 2.

Artículo 21

Períodos de seguro inferiores a un año

1. Cuando la duración total de los períodos de seguro cumplidos bajo la legislación de una de las Partes Contratantes no llegue a un año, la institución competente de dicha Parte no se verá obligada a recurrir a la totalización prevista en el artículo 20 para otorgar una prestación.
2. Sin embargo, si dichos períodos son suficientes para adquirir el derecho a una prestación en virtud de esta legislación, la prestación se liquidará únicamente sobre dicha base.
3. No obstante, los períodos a los que se refiere el párrafo 1 se tienen en cuenta para la adquisición del derecho y el cálculo de la pensión en virtud de la legislación de la otra Parte conforme a las disposiciones de los artículos 22 y 24.
4. Sin perjuicio de las disposiciones de los párrafos 1 a 3 anteriores, en el caso en que los períodos cumplidos en ambas Partes Contratantes sean inferiores a un año, estos serán totalizados conforme al artículo 20, si con esta totalización se puede lograr el derecho a las prestaciones de acuerdo a la legislación de una o de ambas Partes Contratantes.

Artículo 22

Cálculo de las prestaciones

1. Cuando las condiciones requeridas por la legislación de una u otra de las Partes para tener derecho a la prestación se cumplan sin que sea necesario recurrir a los períodos de seguro y asimilados cumplidos de acuerdo a la legislación de la otra Parte, la institución competente determinará el monto de la pensión que corresponda, por un lado, según las disposiciones de la legislación que ella aplique y, por otro, conforme a las disposiciones del párrafo 2 a) y b) siguiente.

Se pagará al interesado el monto más elevado que corresponda a la prestación, calculado conforme a uno u otro de estos dos métodos.

2. Cuando las condiciones requeridas por la legislación de una u otra de las Partes para tener derecho a las prestaciones solo se cumplan recurriendo a los períodos de seguro y asimilados cumplidos de acuerdo a la legislación de la otra Parte, la institución competente determinará el monto de la pensión de acuerdo a las siguientes reglas:
 - a. Totalización de los períodos de seguro
Los períodos de seguro cumplidos en cada Parte Contratante, serán totalizados, con la condición de que no se superpongan, tanto para la determinación del derecho a las prestaciones como para el mantenimiento o recuperación de ese derecho.

b. Liquidación de la prestación

Habida cuenta de la totalización de los períodos, efectuada de acuerdo al inciso a) precedente, la institución competente determinará, según su propia legislación, si el interesado reúne las condiciones requeridas para tener derecho a una jubilación. Si se adquiere tal derecho, la institución competente determinará el monto teórico de la prestación a la que el asegurado tendría derecho si todos los períodos de seguro o asimilados como si se hubiesen cumplidos exclusivamente de acuerdo a su propia legislación, reduciendo posteriormente el monto de la prestación a prorrata de la duración de los períodos de seguro y asimilados cumplidos de acuerdo a su propia legislación, respecto de la duración total de los períodos cumplidos de acuerdo a las legislaciones de ambas Partes. Esta duración total tendrá un límite máximo correspondiente a la duración máxima eventualmente requerida por la legislación que se aplique para obtener el beneficio de una prestación completa.

Subsección B

Disposiciones correspondientes a la legislación francesa

Artículo 23

Disposiciones específicas relativas a ciertos regímenes especiales

Como excepción al artículo 16, para la determinación de la tasa de liquidación de la pensión, los regímenes especiales franceses de funcionarios civiles y militares del Estado, de los funcionarios territoriales y hospitalarios y de los obreros de los establecimientos industriales del Estado, tomarán en cuenta, en función de la duración de seguro cumplido en uno o varios otros regímenes de retiro de base obligatoria, los períodos de seguro cumplidos de acuerdo a la legislación argentina.

Subsección C

Disposiciones correspondientes a la legislación argentina

Artículo 24

Régimen de capitalización individual

1. Las personas que sean o hayan sido afiliadas a una Administradora de Fondos de Jubilaciones y Pensiones financian en la Argentina sus jubilaciones con el saldo acumulado en su cuenta de capitalización individual.
2. Las personas que acumulen las prestaciones otorgadas por el régimen de capitalización argentino y las que están a cargo del régimen Previsional Público o de Reparto tienen derecho a la totalización de períodos conforme a las disposiciones del artículo 20 para poder beneficiarse con las

prestaciones resultantes de las disposiciones legales que les sean aplicables.

3. En los casos previstos en los párrafos 1 y 2 del presente artículo, la institución competente argentina determina el monto de la prestación a la cual el trabajador tendrá derecho conforme a las disposiciones previstas en los párrafos 1 y 2 del artículo 22.

Capítulo 4

Prestaciones por accidente de trabajo y enfermedad profesional

Artículo 25

Determinación del derecho a prestaciones

1. El derecho a las prestaciones derivadas de accidente de trabajo o enfermedad profesional será reconocido de acuerdo con la legislación de la Parte Contratante a la que el trabajador se hallará sujeto en la fecha de producirse el accidente o a la cual el trabajador hubiera estado sujeto durante el período en el cual hubiese estado expuesto a los riesgos de la enfermedad profesional.
2. Cuando la víctima de una enfermedad profesional haya ejercido en el territorio de ambas Partes un empleo susceptible de provocar dicha enfermedad, las prestaciones que la víctima o sus derechohabientes podrán reclamar serán acordadas exclusivamente en virtud de la legislación de la Parte en cuyo territorio el empleo en cuestión ha sido ejercido en último lugar y con la condición de que el interesado cumpla las condiciones previstas por esa legislación.
3. Cuando la legislación de una de las Partes subordine el otorgamiento de las prestaciones por enfermedad profesional a la condición de que la enfermedad considerada haya sido constatada con intervención médica por primera vez en su territorio, esta condición se considerará cumplida cuando la mencionada enfermedad haya sido constatada por primera vez en el territorio de la otra Parte.

Capítulo 5

Asignaciones familiares

Artículo 26

Situación de las personas eximidas de afiliarse al régimen local

Las personas sujetas a la legislación de una de las Partes Contratantes en aplicación de los artículos 6 a 10 gozarán para sus hijos que residan con ellas en el territorio de la otra Parte únicamente de las asignaciones familiares previstas por la legislación a la cual se encuentren sujetas y enumeradas en el acuerdo administrativo previsto por el artículo 37.

Título IV
Cooperación y asistencia mutua administrativa

Capítulo 1
Principios generales de cooperación

Artículo 27
Asistencia mutua administrativa

Toda institución competente de una de las Partes Contratantes podrá solicitar la intervención de una institución de la otra Parte, ya sea directamente o por intermedio del organismo de enlace en relación con un pedido de información o de averiguación con relación al tratamiento y la resolución de un expediente del que esté a cargo.

Artículo 28
Comunicación de datos de carácter personal

1. Las instituciones de ambas Partes Contratantes se encuentran autorizadas a comunicarse, para la aplicación del presente Convenio, los datos de carácter personal, incluyendo los datos relativos a los ingresos de las personas que necesite conocer la institución de una Parte Contratante para la aplicación de una legislación de seguridad social o de asistencia social.
2. La comunicación, por la institución de una Parte Contratante, de datos de carácter personal se encuentra sujeta al cumplimiento de la legislación en materia de protección de datos de esa Parte Contratante.
3. La conservación, tratamiento o difusión de datos de carácter personal por parte de la institución de la Parte Contratante a la cual éstos sean comunicados se encuentran sujetos a la legislación en materia de protección de datos de esa Parte Contratante.
4. Los datos referidos en el presente artículo sólo podrán ser utilizados para la implementación de las legislaciones relativas a la seguridad social y a la asistencia social.

Capítulo 2
Recupero de Contribuciones

Artículo 29
Procedimiento de ejecución

1. Las decisiones ejecutorias tomadas por un tribunal de una de las Partes Contratantes, así como los actos ejecutorios decididos por la autoridad o institución de una de las Partes Contratantes, relativas a los aportes o contribuciones de seguridad social y a otras demandas, particularmente de

recupero de prestaciones indebidas, serán reconocidas en el territorio de la otra Parte Contratante.

2. El reconocimiento podrá rechazarse únicamente cuando sea incompatible con los principios legales de la Parte Contratante en cuyo territorio deba ejecutarse la decisión o el acto.
3. El procedimiento de ejecución de las decisiones y actos que resultaren definitivos deberá ajustarse a la legislación que rija la ejecución de tales decisiones y actos de la Parte Contratante en cuyo territorio la mencionada ejecución tenga lugar. La decisión o el acto estarán acompañados de un certificado que de fe de su carácter ejecutorio.
4. Los aportes y contribuciones adeudados tienen, en el marco de un procedimiento de ejecución, de concurso o liquidación judicial en el territorio de la otra Parte Contratante, el mismo rango de preferencia que los créditos equivalentes en el territorio de esa Parte Contratante.
5. Los créditos que deban ser objeto de cobro o recupero forzoso están protegidos por las mismas garantías y privilegios que los créditos de la misma naturaleza de una institución situada en el territorio de la Parte Contratante en la cual tenga lugar el cobro o recupero forzoso.
6. Cuando la institución de una de las Partes haya pagado a un beneficiario de prestación una suma que supere aquella a la que tiene derecho, dicha institución podrá, en las condiciones y de acuerdo a los límites previstos por la legislación que aplique, solicitar a la institución de la otra Parte "deudora" de prestaciones a favor de este beneficiario, que retenga el monto pagado en exceso de las sumas que le correspondería haber pagado al beneficiario. Esta última institución efectuará la retención en las condiciones y de acuerdo a los límites previstos para una compensación de ese tipo por la legislación que aplique como si se tratase de sumas pagadas en exceso por ella misma y transferirá el monto retenido a la institución acreedora.

Capítulo 3 **Prevención del fraude**

Artículo 30 *Cooperación en materia de prevención del fraude*

Además de la implementación de los principios generales de cooperación administrativa previstos en los capítulos 1 y 2 precedentes, las Partes Contratantes acordarán, en el acuerdo administrativo previsto en el artículo 37, las modalidades según las cuales se brindarán mutuamente asistencia para prevenir el fraude, en particular en lo referido a la residencia efectiva de las personas, la apreciación de los recursos, el cálculo de los cotizaciones y la acumulación de prestaciones.

Capítulo 4
Trabajadores trasladados temporariamente

Artículo 31
Intercambio de datos estadísticos

Las Partes Contratantes acordarán en el acuerdo administrativo previsto en el artículo 37, las modalidades de seguimiento en común de procedimiento para los trabajadores trasladados temporariamente definidos en los artículos 6 y 10, principalmente en lo referido al seguimiento estadístico y los intercambios de información.

Título V
Disposiciones varias, transitorias y finales

Capítulo 1
Disposiciones varias

Artículo 32
Totalización de períodos de seguro para la admisión al seguro voluntario

Si fuera necesario, los períodos de seguro cumplidos en virtud de la legislación de una Parte serán tomados en cuenta como si se tratara de períodos de seguro cumplidos de acuerdo a la legislación de la otra Parte, para la admisión al seguro voluntario o la continuación facultativa del seguro.

Artículo 33
Actualización o revalorización de las prestaciones

Las prestaciones reconocidas por aplicación de las normas del Título III de este Convenio se actualizarán o revalorizarán según las modalidades definidas por la legislación aplicable.

Artículo 34
Efectos de la presentación de documentos

Las solicitudes, declaraciones, recursos y otros documentos que, a efectos de aplicación de la legislación de una Parte Contratante, deban presentarse en un plazo determinado ante las Autoridades o Instituciones correspondientes de esa Parte, se considerarán como presentados ante ella si lo hubieran sido dentro del mismo plazo ante la Autoridad o Institución correspondiente de la otra Parte Contratante.

Artículo 35

Exenciones de derechos en actos y documentos administrativos

1. Las exenciones de derechos de registro, de actos, de timbrados y de aranceles consulares u otros análogos, previstos en la legislación de una de las Partes Contratantes, se extenderán a los certificados y documentos generados por las Administraciones o Instituciones Competentes de la otra Parte en aplicación del presente Convenio.
2. Los actos administrativos y documentos que sean generados por una institución competente de una de las Partes Contratantes para la aplicación del presente Convenio serán dispensados de los requisitos de legalización y otras formalidades similares para su utilización por las instituciones competentes de la otra Parte.

Artículo 36

Garantía y modalidades de pago de las prestaciones

1. Los pagos resultantes de la aplicación del presente Convenio o de la legislación de una de las Partes Contratantes son efectuados en la moneda de esa Parte Contratante.
2. La fecha y las modalidades de pago de las prestaciones son las previstas por la legislación de la Parte Contratante que realiza ese pago.
3. Las disposiciones de la legislación de una de las Partes Contratantes en materia de control de tipo de cambio no podrán obstaculizar la libre transferencia de las prestaciones y pagos por aplicación del presente Convenio o de la legislación de una de las Partes Contratantes.

Artículo 37

Atribuciones de las Autoridades Competentes

Las Autoridades Competentes de ambas Partes Contratantes deberán:

1. Concluir y llegado el caso modificar el o los acuerdo(s) o reglamento(s) administrativo(s) necesario(s) para la aplicación del presente Convenio;
2. Designar los Organismos de Enlace respectivos;
3. Comunicarse las medidas adoptadas en el ámbito interno para la aplicación de este Convenio;
4. Informar a las autoridades competentes de la otra Parte, cuando ésta lo solicite, las modificaciones introducidas a las disposiciones legislativas que se mencionan en el artículo 2.

5. Prestarse ayuda mutua y la más amplia colaboración técnica y administrativa posible para la aplicación de este Convenio.

Artículo 38
Comisión Mixta

Una comisión mixta compuesta por representantes de las autoridades competentes de cada una de las Partes Contratantes estará a cargo del seguimiento de la aplicación del presente Convenio, de proponer las eventuales modificaciones y de solucionar las dificultades relativas a su aplicación o a su interpretación.

Artículo 39
Arreglo de diferendos

Si los diferendos no pudieran solucionarse mediante el procedimiento mencionado del artículo anterior, será sometido a un procedimiento de arbitraje establecido de común acuerdo entre los dos gobiernos.

Artículo 40
Idiomas utilizados

Para la aplicación del presente Convenio, las autoridades competentes, organismos de enlace e instituciones competentes deberán aceptar los documentos redactados en el idioma oficial de una de las Partes Contratantes.

Capítulo 2
Disposiciones Transitorias

Artículo 41

Elementos anteriores a la entrada en vigencia del presente Convenio

1. El presente Convenio no otorga ningún derecho a prestación por períodos anteriores a la fecha de su entrada en vigencia.
2. Sin embargo, los períodos de seguro cumplidos de acuerdo con la legislación de una de las Partes o los hechos acaecidos antes de la fecha de entrada en vigencia del presente Convenio, son tenidos en cuenta para la determinación del derecho a las prestaciones conforme las disposiciones del presente Convenio.
3. Las solicitudes de prestaciones rechazadas antes de la fecha de entrada en vigencia del presente Convenio serán, previa solicitud del interesado,

objeto de una nueva evaluación, teniendo en cuenta las disposiciones de este último.

4. El presente Convenio no produce ningún efecto sobre las prestaciones liquidadas con anterioridad a su fecha de entrada en vigencia.

Capítulo 3 **Disposiciones Finales**

Artículo 42

Disposiciones internacionales que no resultan alcanzadas por el presente Convenio

Ninguna disposición del presente Convenio afectará, en lo que respecta a derechos y obligaciones que surjan:

- para la República Argentina de su calidad de miembro del MERCOSUR y de signatario del Convenio Multilateral Iberoamericano de Seguridad Social;
- para la República Francesa, de su calidad de miembro de la Unión Europea.

Artículo 43

Duración del Convenio

1. El presente Convenio se suscribe con un plazo de duración indefinida. Podrá ser denunciado por una de las Partes Contratantes. La denuncia debe ser notificada por vía diplomática; en tal caso, el Convenio dejará de producir sus efectos transcurridos doce meses a partir de la denuncia.
2. En caso de denuncia del presente Convenio, se mantendrán todos los derechos adquiridos por aplicación de estas disposiciones.
3. Los derechos en curso de adquisición relativos a los períodos cumplidos con anterioridad a la fecha en que la denuncia surta efectos, no se extinguen por el hecho de la denuncia; su mantenimiento será determinado de común acuerdo para el período posterior o, a falta de tal acuerdo, por las propias legislaciones de las Partes Contratantes.

Artículo 44

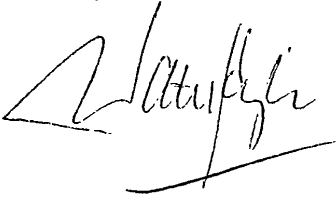
Entrada en vigor

Ambas Partes Contratantes se notificarán, por vía diplomática, el cumplimiento de los procedimientos constitucionales y legales respectivos, requeridos para la entrada en vigor del Convenio. El presente Convenio entrará en vigencia el primer día del segundo mes siguiente a la fecha de la última notificación.

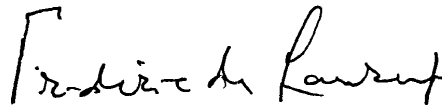
En fe de lo cual los abajo firmantes debidamente autorizados a este efecto firman el presente Convenio.

Hecho en Buenos Aires, el 22 de septiembre de 2008, en dos ejemplares originales, en lengua española y francesa, los dos textos haciendo igualmente fe.

Por el Gobierno de la
República Argentina

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Alfonsín', written in a cursive style.

Por el Gobierno de la
República Francesa

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Frédéric de Laurent', written in a cursive style.